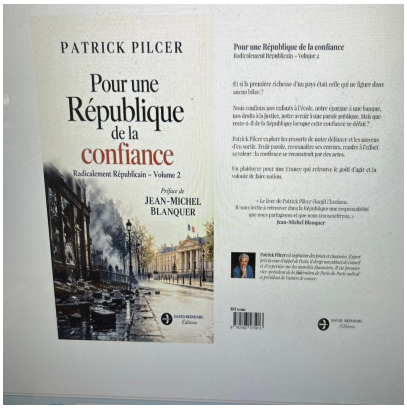

La confiance, ce capital invisible que la France dilapide

Description

Nous mesurons tout. Le PIB, la dette, le déficit, le chômage, l'inflation, la croissance, le pouvoir d'achat. Nous produisons chaque mois des milliers de chiffres pour savoir si la France s'enrichit ou s'appauvrit.

Mais nous oublions de mesurer l'essentiel : la confiance. Confiance dans la parole publique, confiance dans l'école, confiance dans la justice, confiance dans la police, confiance dans l'entreprise, confiance dans la possibilité que le travail soit récompensé, confiance en l'autre, confiance en nous, confiance, finalement, dans l'idée que demain peut être meilleur qu'aujourd'hui.

Or une nation peut être riche de patrimoine, de talents et d'épargne et devenir pourtant profondément pauvre si elle ne croit plus en elle-même. C'est peut-être cela, le mal français.

On ne construit pas une grande nation sur une accumulation de défiances.

C'est cette conviction qui m'a conduit à écrire mon nouveau livre :

POUR UNE RÉPUBLIQUE DE LA CONFIANCE, publié aux éditions David Reinharc, avec une préface de Jean-Michel Blanquer.

Un essai qui ne se contente pas de constater. Il propose des pistes concrètes pour reconstruire la confiance, de l'école à la justice, des services publics à l'économie.

Car je ne crois ni à la fatalité du déclin ni à l'impuissance collective.

Nous ne manquons pas d'intelligence. Nous ne manquons pas d'énergie. Nous ne manquons même pas de moyens. Nous manquons de confiance. Et lorsque la confiance disparaît, tout devient plus difficile. Une réforme raisonnable devient suspecte, un effort demandé devient une injustice, une décision publique devient une manœuvre, une réussite devient un privilège, une autorité devient une oppression, une solidarité devient un dû. Chacun finit par regarder l'autre comme celui qui profite du système à ses dépens.

Le salarié soupçonne l'entrepreneur. L'entrepreneur soupçonne l'administration. Le contribuable soupçonne celui qui reçoit. Celui qui reçoit soupçonne celui qui possède. Le citoyen soupçonne l'élu. L'élu finit parfois par soupçonner le citoyen.

Une société de défiance est une société dans laquelle chacun construit sa forteresse. Or une République n'est pas une juxtaposition de forteresses. C'est au contraire la construction obstinée d'un "nous".

Mais la confiance ne se décrète pas. Elle ne consiste pas à demander aux Français d'être naïfs. Elle ne repose ni sur la communication ni sur les slogans. La confiance se mérite. Elle naît lorsqu'une parole est tenue, lorsqu'une règle vaut pour tous, lorsqu'une sanction annoncée est appliquée, lorsqu'un élève comprend que son effort sera récompensé, lorsqu'un entrepreneur sait que les règles ne changeront pas au milieu du jeu, lorsqu'un citoyen peut croire qu'un euro d'impôt sera utilisé avec rigueur.

La confiance n'est donc pas le contraire de l'autorité. Elle en est l'une des conséquences. Une République de la confiance n'est pas une République molle. Elle protège. Elle sanctionne. Elle exige. Elle récompense. Elle dit les droits, mais elle rappelle aussi les devoirs. Car il n'existe pas de liberté durable sans responsabilité, ni de solidarité durable sans effort. Pas d'autorité légitime sans justice, ni de justice efficace sans autorité.

Nous avons trop souvent opposé ces principes comme s'il fallait choisir. La droite parlerait d'ordre ; la gauche de justice. Les uns parleraient de mérite ; les autres d'égalité. Les uns de création de richesse ; les autres de redistribution. Cette opposition est devenue stérile. Car avant de répartir la richesse, encore faut-il la produire.

Mais produire davantage n'a de sens que si le progrès profite à la société. Encourager la réussite n'implique pas d'abandonner celui qui trébuche. Protéger les plus fragiles n'oblige pas à décourager ceux qui entreprennent.

La République devrait précisément être le lieu où ces exigences cessent de s'opposer. Arrêtons d'opposer liberté et solidarité, autorité et justice, mérite et fraternité ; droits et devoirs ne s'opposent pas, ils se complètent. C'est peut-être cela qu'il nous faut retrouver : non pas un nouveau catalogue de promesses, mais une philosophie politique.

Cela commence à l'école. Une République qui ne sait plus transmettre ne peut plus inspirer confiance. L'école n'est pas seulement faite pour distribuer des diplômes. Elle doit transmettre des savoirs, une langue, une histoire, une capacité à raisonner, une liberté de jugement. L'égalité ne consiste pas à diminuer l'exigence. Elle consiste à donner à chacun les moyens de l'atteindre. Une société qui ne récompense plus suffisamment l'effort finit par décourager l'effort. Le travail doit permettre de vivre, de progresser, de transmettre.

La réussite ne devrait jamais être un mot honteux. Elle devrait être une possibilité offerte au plus grand nombre. Elle suppose également un État qui accepte enfin de ne pas tout faire. Nous avons confondu trop souvent puissance publique et omniprésence publique. Un État fort n'est pas celui qui intervient partout. C'est celui qui réussit là où il est indispensable : sécurité, justice, éducation, santé, infrastructures, souveraineté.

L'État doit faire moins de choses, mais il doit mieux faire celles que lui seul peut accomplir.

Et puis il y a la société civile. Familles, associations, entreprises, communes, enseignants, soignants, entrepreneurs, bénévoles : la République se construit aussi loin des ministères. Nous avons pris l'habitude d'attendre de l'État qu'il répare chacune de nos fractures. Mais la République n'est pas seulement ce que l'État fait pour nous. Elle est aussi ce que nous acceptons de faire les uns pour les autres.

Voilà pourquoi la prochaine élection présidentielle ne suffira pas. Nous sommes toujours tentés de chercher l'homme ou la femme qui sauverait le pays. Cette attente est probablement l'un de nos problèmes. La République n'a pas besoin d'un sauveur ou d'un homme providentiel. Elle a besoin de citoyens. Elle a besoin de femmes et d'hommes capables de croire à nouveau que leur action compte, que leur travail compte, que leur parole compte, que leur engagement compte.

La confiance commence peut-être là. Dans cette conviction simple que l'avenir n'est pas uniquement ce que nous subissons. Il est aussi ce que nous construisons.

C'est l'ambition de mon nouveau livre, Pour une République de la Confiance : non pas proposer une utopie supplémentaire, mais retrouver les conditions qui permettent à une société libre de tenir ensemble. Car une nation peut survivre longtemps aux déficits. Elle peut surmonter des crises. Elle peut reconstruire ses finances, ses usines, ses écoles. Mais lorsqu'elle ne croit plus en elle-même, tout devient infiniment plus difficile.

La confiance est le capital invisible d'une nation. Il est temps, peut-être, de recommencer à l'investir.

Patrick Pilcer

POUR UNE RÉPUBLIQUE DE LA CONFIANCE, publié aux éditions David Reinharc, avec une préface de Jean-Michel Blanquer.

Categorie

1. Art et culture

date créée
24 novembre 2026